

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 25 mars 2026

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 14 janvier, du 4 février ainsi que du 25 février 2026
2. Adoption de l'Addendum (suivi des pétitions en cours d'instruction)
3. Validation des signatures de la pétition publique 3921 - Protection des animaux et lutte contre la mendicité organisée avec des animaux au Luxembourg
4. Analyse de demandes de pétition ordinaire et publique
5. Divers

*

Présents : Mme Barbara Agostino, M. André Bauler, M. Gilles Baum, Mme Francine Closener, Mme Claire Delcourt remplaçant M. Ben Polidori, M. Paul Galles, M. Marc Goergen, M. Dan Hardy, Mme Mandy Minella, Mme Nathalie Morgenthaler, M. Jean-Paul Schaaf, M. Meris Sehovic, membres de la Commission des Pétitions

Mme Nathalie Cailteux, Mme Roberta Pinto, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Nancy Arendt, M. Maurice Bauer, Mme Liz Braz, M. Ben Polidori, membres de la Commission des Pétitions

M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Francine Closener, Présidente de la Commission des Pétitions

*

1. **Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 14 janvier, du 4 février ainsi que du 25 février 2026**

Les projets de procès-verbal sous rubrique obtiennent l'accord unanime des membres de la Commission des Pétitions.

2. Adoption de l'Addendum (suivi des pétitions en cours d'instruction)

- **23 validations de signatures (seuil non atteint)**

La Commission des Pétitions procède à la validation des signatures des pétitions suivantes :

- Pétition publique 3845 - *Amélioration du suivi des demandeurs d'emploi et des pratiques des employeurs à l'ADEM*
Signatures : 57
Doublons : 3
- Pétition publique 3899 - *Fir eng Unerkennung vu Familljen an der Besteierung!*
Signatures : 1146
Doublons : 35
- Pétition publique 3904 - *Modification du Code de la Route et du régime de responsabilité civile pour renforcer la sécurité des cyclistes et des usagers vulnérables.*
Signatures : 1429
Doublons : 19
- Pétition publique 3905 - *Système de permis à points " Capital initial" + bonus*
Signatures : 22
Doublons : 0
- Pétition publique 3908 - *Eenheet anstatt Trennung am Bildungswiesen (Projet Alpha, Europaschoulen,..)*
Signatures : 40
Doublons : 1
- Pétition publique 3910 - *Référendum : instaurer une « procédure en ambassade » pour les demandes d'asile au Luxembourg*
Signatures : 36
Doublons : 3
- Pétition publique 3913 - *Obligatoresch Haftpflichtversécherung fir bestëmmten elektresch Scooter*
Signatures : 49
Doublons : 2
- Pétition publique 3919 - *Pour la suppression de l'imposition à l'échéance des pensions volontaires du 3ème pilier.*
Signatures : 142
Doublons : 2
- Pétition publique 3920 - *Pour la création d'un Compte Personnel de Formation individuel au Luxembourg*
Signatures : 34
Doublons : 1
- Pétition publique 3923 - *Liberté pour l'Iran: Le silence n'est pas la neutralité*
Signatures : 34
Doublons : 1

- Pétition publique 3928 - *Réforme des critères d'attribution de la subvention de loyer pour les parents en garde alternée au Luxembourg*
Signatures : 87
Doublons : 1
- Pétition publique 3932 - *Indiquer obligatoirement le pays d'élevage et d'abattage pour la viande et charcuterie*
Signatures : 162
Doublons : 6
- Pétition publique 3933 - *Pour le rétablissement du cours de religion catholique comme option parentale dans le curriculum scolaire luxembourgeois*
Signatures : 1027 (dont 1 signature papier)
Doublons : 20
- Pétition publique 3936 - *Renforcement du congé pour raisons familiales aux réalités des familles, avec une prise en compte spécifique des familles monoparentales*
Signatures : 843
Doublons : 7
- Pétition publique 3937 - *Suppression du plafond de la carte déjeuner*
Signatures : 37
Doublons : 2
- Pétition publique 3938 - *abolition de la réserve héréditaire en faveur des enfants*
Signatures : 111
Doublons : 2
- Pétition publique 3939 - *Réglementation et protection du titre de « psychologue » au Luxembourg*
Signatures : 2287
Doublons : 50
- Pétition publique 3940 - *Pour l'ouverture d'une démarche officielle du Luxembourg vers les BRICS*
Signatures : 28
Doublons : 3
- Pétition publique 3941 - *Référendum: création d'un écosystème intégré de fonderie de semi-conducteurs au Luxembourg (de la conception à la production)*
Signatures : 36
Doublons : 1
- Pétition publique 3942 - *Aufstellung einer Reservekompanie der Luxemburgischen Armee offen für Staatsangehörige von NATO-Mitgliedsstaaten*
Signatures : 41
Doublons : 2
- Pétition publique 3943 - *Demande d'alignement des primes entre policiers du groupe de traitement B1 et C1*
Signatures : 602
Doublons : 8
- Pétition publique 3949 - *Adaptation des critères d'évaluation de la perte auditive pour l'accès aux aides de l'assurance dépendance relatives aux alarmes incendie adaptées*

Signatures : 390
Doublons : 5

- Pétition publique 3944 - *Fir de Schutz vun der Privatsphär a Sécherheet vu Kanner a Jonken an de Schoulen*
Signatures : 4738 (dont 2 signatures papier)
Doublons : 115

- **3 clôtures où le pétitionnaire n'a pas réservé de suite à la demande de reformulation**

La Commission des Pétitions procède à la clôture des pétitions publiques suivantes :

- Demande de pétition publique 3916 - *Extension de la vidéosurveillance publique dans les zones à risque à proximité des bars, cafés, restaurants et établissements nocturnes au Luxembourg*
- Demande de pétition publique 3922 - *Pétition pour un renforcement du contrôle et de la transparence des rapports sociaux dans les procédures de "protection de l'enfance" placement arbitraire*
- Demande de pétition publique 3927 - *Gesetzesänderung der 6 Monate festgelegten Arbeitseinstellung in der 6 monatigen Probezeit für die Garantie des Erhaltes an Arbeitslosengeld und CNS.*

- **23 clôtures où le pétitionnaire ne s'est pas prononcé en faveur d'un reclassement en pétition ordinaire**

La Commission des Pétitions procède à la clôture des pétitions publiques suivantes :

- Pétition publique 3786 - L'accès en fauteuil roulant ne devrait pas coûter plus cher - la culture appartient à tout le monde !
- Pétition publique 3824 - Concept de revenu de base inconditionnel à 700EUR-1.000EUR/mois (temporellement limité)
- Pétition publique 3842 - Pour la protection des libertés fondamentales et de la souveraineté individuelle dans le cadre du déploiement du eIDAS 2.0 (Règlement européen relatif à l'identité numérique)
- Pétition publique 3843 - Pour que les compteurs d'électricité tournent dans les 2 sens
- Pétition publique 3853 - Pétition pour la promotion du contrôle et de l'élimination des espèces invasives au Luxembourg.
- Pétition publique 3854 - Égalité des conditions légales entre les trottinettes électriques et les véhicules de 49 ccm³ au Luxembourg
- Pétition publique 3856 - Digital Zertifizierung vun der Carte d'identité iwwer MyGuichet.lu mat Face ID
- Pétition publique 3858 - Faciliter le processus pour l'obtention d'une place en maison de retraite ou de soins par une simplification des procédures et l'élargissement des aides financières

- Pétition publique 3865 - Für die Einführung einer täglichen Nachtschicht im „Soins à Domicile“
- Pétition publique 3872 - Pour la création d'un copyright citoyen protégeant le visage, le corps et la voix contre l'usage non consenti par l'IA
- Pétition publique 3873 - Introduction d'un abattement fiscal de 20 % sur les loyers payés par les locataires résidents au Luxembourg
- Pétition publique 3876 - Pour un encadrement clair des devoirs scolaires garantissant à la fois le bien-être et le niveau d'enseignement
- Pétition publique 3880 - Harmonisation des limitations de vitesse sur les autoroutes luxembourgeoises avec celles de l'Allemagne
- Pétition publique 3883 - Schutz des Bargelds
- Pétition publique 3875 - Interdire la vente et la consommation récréative du protoxyde d'azote (« gaz hilarant ») au Luxembourg
- Pétition publique 3878 - Protection des antennes radio à Junglinster
- Pétition publique 3884 - Création d'une liaison directe entre l'A7 et la N15 afin de détourner le trafic de transit hors de la ville d'Ettelbruck
- Pétition publique 3885 - Soutien financier aux commerces faisant appel à des agences de sécurité
- Pétition publique 3886 - Pour une TVA avantageuse sur les produits fabriqués au Luxembourg
- Pétition publique 3888 - Keen Afréiere vum Traitement vum Fonctionnaire am service à temps partiel pour raisons de santé.
- Pétition publique 3889 - Mettre en place le paiement immédiat direct (PID) pour les IRM et les CT-scans
- Pétition publique 3891 - Réforme du financement des retraites par la création d'un fonds souverain luxembourgeois
- Pétition publique 3898 - Für eine hochwertige Schule: Revision des automatischen Aufstiegs und Einführung eines einheitlichen ABC-Systems in der Grundschule
- **15 clôtures où le pétitionnaire n'a pas réagi à la prise de position gouvernementale**

La Commission des Pétitions procède à la clôture des pétitions ordinaires suivantes :

- Pétition 3835 - *PETITION zur Einführung von Ratenzahlungen und zum Schutz der Wohnungseigentümer vor finanzieller Überbelastung sowie zur Vermeidung finanzieller Gewalt in der Eigentümergemeinschaft*
- Pétition 3776 - *Non à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution*
- Pétition 3770 - *Autoriser les véhicules motorisés légers limités à 25 km/h sur les pistes cyclables, inspiré du modèle néerlandais des "Snorfietsen".*

- Pétition 3822 - *Pétition pour l'obligation d'immatriculer les vélos et trottinettes*
- Pétition 3831 - *Dénoncer l'accord concernant la protection réciproque des investissements, conclue entre le Grand Duché du Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques à Moscou, le 9 février 1989*
- Pétition 3862 - *Ufro fir temporär Suspendéierung oder Zoumaache vun der russescher Ambassade zu Lëtzebuerg*
- Pétition 3830 - *Appel à revoir la gratuité universelle des transports publics et à rétablir une contribution équitable des usagers*
- Pétition 3826 - *Garantie de l'usage impartial du terme « agressif » dans le discours public et médiatique.*
- Pétition 3768 - *Pétition pour la Création de Pistes Cyclables Reliant Luxembourg aux Villes Situées à Jusqu'à 15 km*
- Pétition 3651 - *Faire de Vendredi saint un jour férié*
- Pétition 3764 - *Sensibilisierung zu Nebenwirkungen der Steroidtherapie in Luxemburg*
- Pétition 3041 - *Pétition ordinaire concernant l'introduction d'un dispositif associant les prestations sociales à l'accomplissement de tâches d'intérêt commun*
- Pétition 3054 - *Changer la loi sur le harcèlement moral en prenant la loi française comme modèle.*
- Pétition 3767 - *Pétition pour une Proposition de Loi : Incitation à la Cohabitation Solidaire avec des Personnes Âgées Propriétaires*
- Pétition 3874 - *Création d'un mécanisme limité de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise réservé aux citoyens de l'Union européenne de descendance luxembourgeoise*

- **24 prises de position du Gouvernement**

La Commission des Pétitions prend acte des prises de position gouvernementale suivantes et ordonne leur transmission aux pétitionnaires respectifs :

- Pétition 3395 - *Pétition concernant la reconnaissance des maladies professionnelles et les procédures prolongées associées*
Prise de position du 23 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3821 - *Sensibilisierung zur Medikamentenerstattung durch die CNS und Notwendigkeit der Anpassung des Systems an die Bedürfnisse der Patientinnen und Patienten*
Prise de position du 23 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3066 - *Introduction d'un congé dédié à la santé mentale.*
Prise de position du 25 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- Pétition 3627 - : *lwwerwaachung vu Infektiounen duerch Pilzen an d'Ënnersichung vu Resistenz géint Antipilz-Medikamenter.*
Prise de position du 26 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3284 - *Remboursement de l'acupuncture: donner la possibilité aux patients d'accéder à ce type de traitement*
Prise de position du 26 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3586 - *Pétition pour l'amélioration du système de santé au Luxembourg*
Prise de position du 26 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3426 - *Salaire pour les aidants familiaux de personnes gravement handicapées*
Prise de position du 26 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3892 - *Pétition concernant la protection des données personnelles lors de l'enregistrement dans les établissements publics au Luxembourg*
Prise de position commune du 27 février 2026 de la part de Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité ainsi que de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3881 - *Modification de l'article 234-52 du Code du travail*
Prise de position commune du 27 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ainsi que de Monsieur le Ministre du Travail
- Pétition 3775 - *Instaurer un Congé pour raisons familiales en cas de maladie grave du conjoint, afin d'assurer la garde des enfants.*
Prise de position du 27 février 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3396 - *Pétition concernant les divergences d'opinions entre les médecins spécialistes et les médecins experts et contrôleurs des institutions de santé*
Prise de position du 3 mars 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3397 - *Pétition concernant l'appel de la décision de la commission médicale*
Prise de position du 3 mars 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3205 - *Überarbeitung der Ausgangsregelung bei Krankenscheinen*
Prise de position du 5 mars 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3127 - *Cannabis SOCIAL Club*
Prise de position commune du 9 mars 2026 de la part de Madame la Ministre de la Justice ainsi que de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3354 - *Pétition à l'attention du Ministre de l'Éducation concernant l'administration de médicaments par le personnel éducatif dans les centres de garde 24h/24*

Prise de position commune du 12 mars 2026 de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- Pétition 3601 - *Déduction fiscale des frais liés à l'exercice d'une activité sportive pour enfants, jeunes et adultes*
Prise de position du 12 mars 2026 de la part de Monsieur le Ministre des Finances
- Pétition 3900 - *Impfung géint Gürtelros (Herpes Zoster) vum Alter vun 60 Jar un.*
Prise de position du 13 mars 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Pétition 3688 - *Entkoppelung der Diäten, Aufwendungen usw. für Mitglieder der Regierung bzw. der Abgeordneten vom Punktwert des öffentlichen Dienstes*
Prise de position du 17 mars 2026 de la part de Monsieur le Premier ministre
- Pétition 3771 - *Pour que le Luxembourg renoue le dialogue avec la Russie – pour la paix, la justice sociale, la protection de l'environnement et la stabilité économique*
Prise de position du 17 mars 2026 de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
- Pétition 3677 - *Carafes d'eau gratuites dans les restaurants et fast food dans tout le Luxembourg*
Prise de position du 18 mars 2026 de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
- Pétition 3704 - *Création d'un cadre légal pour les Cannabis Social Clubs au Luxembourg*
Prise de position commune du 19 mars 2026 de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ainsi que de Madame la Ministre de la Justice
- Pétition 3722 - *Bildungsgleichheit für Kinder luxemburgischer Eltern in Grenzregionen*
Prise de position du 19 mars 2026 de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Pétition 3753 - *Congés des enfants en service d'éducation et d'accueil*
Prise de position du 19 mars 2026 de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Pétition 3859 - *Objet : Introduction d'une obligation légale de vérification du casier judiciaire pour toutes les personnes en contact avec des mineurs dans le Grand-Duché de Luxembourg*
Prise de position du 19 mars 2026 de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- **1 réaction d'un pétitionnaire**

La Commission des Pétitions prend acte de la réaction d'un pétitionnaire suivante et ordonne sa transmission, à titre d'information, aux auteurs de la prise de position :

- Pétition 3857 - *Objet : Pétition relative à l'obligation de coordination entre les administrations publiques et à l'interdiction de se limiter à la réponse « cela ne relève pas de nos compétences » sans orientation vers l'autorité compétente*

Réaction de la pétitionnaire du 27 février 2026 à la prise de position commune de Monsieur le Premier ministre, de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique

3. Validation des signatures de la pétition publique 3921 - Protection des animaux et lutte contre la mendicité organisée avec des animaux au Luxembourg

Pétition publique 3921 - Protection des animaux et lutte contre la mendicité organisée avec des animaux au Luxembourg

NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES ÉLECTRONIQUES :	6181
(APRÈS la suppression de 170 doublons)	
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES SUR PAPIER :	181
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES SUR PAPIER VALIDES :	176
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES :	6362
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES NON VALIDES :	5 = 0,08 %
NOMBRE TOTAL DE SIGNATURES VALIDES :	6357

La Commission des Pétitions prend acte du nombre de signatures récoltées par la pétition publique 3921 et constate que celle-ci a dépassé le seuil de signatures nécessaires à l'organisation d'un débat public. Elle décide d'inviter la ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, ainsi que le ministre des Affaires intérieures au débat public relatif à la pétition.

Le secrétariat est chargé de l'organisation du débat.

4. Analyse de demandes de pétition ordinaire et publique

• **12 DEMANDES DE PÉTITION ORDINAIRE**

La Commission des Pétitions a traité l'ensemble des douze demandes de pétition ordinaire figurant à l'ordre du jour.

Elle décide d'adresser une demande de prise de position au sujet des demandes de pétition ordinaire suivantes :

Numéro de la pétition ordinaire	Ministre(s) au(x)quel(s) la Commission des Pétitions décide d'adresser une demande de prise de position
3903	Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
3909	Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
3930	Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
3959	Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
	Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
3988	Ministre des Finances
3989	Ministre de la Justice
4007	Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Les demandes de pétition ordinaire 3902, 3907, 3917, 3925 et 3990 font l'objet d'une décision défavorable motivée.

- **27 NOUVELLES DEMANDES DE PÉTITION PUBLIQUE**

La Commission des Pétitions a traité l'ensemble des nouvelles demandes de pétition publique figurant à l'ordre du jour.

DÉCISIONS FAVORABLES

La Commission des Pétitions a rendu une décision favorable quant à la recevabilité des quinze nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3979** - Flexibilité de la pause repas pour améliorer mobilité et qualité de vie au Luxembourg*
Dépôt: le 12.02.2026 à 21:36
Pétitionnaire: Madame Marjorie Robinet
- *Demande de pétition publique **3982** - Instauration d'un « Capital de Natalité » substantiel sous forme de versement unique pour le deuxième enfant et les suivants.*
Dépôt: le 16.02.2026 à 17:03
Pétitionnaire: Madame Olga Brim
- *Demande de pétition publique **3984** - L'introduction du féminicide dans le code pénal.*
Dépôt: le 16.02.2026 en personne
Pétitionnaire: Monsieur Theo Stammet
- *Demande de pétition publique **3985** - Schutz der Gesundheit und faire Arbeitsbedingungen im sozialen Sektor*
Dépôt: le 20.02.2026 à 16:51
Pétitionnaire: Madame Tina Lempereur
- *Demande de pétition publique **3986** - Demande d'étude officielle de faisabilité pour l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 au Luxembourg dans une perspective de développement économique, touristique et d'innovation durable*
Dépôt: le 21.02.2026 à 14:57
Pétitionnaire: Monsieur Carlos Manuel Boucinha Pereira
- *Demande de pétition publique **3991** - Käscheniwwerhuelung vun der Liposuktioun bei Lipödem duerch d'Krankekeess*
Dépôt: le 28.02.2026 à 15:36
Pétitionnaire: Madame Sally Eiffes
- *Demande de pétition publique **3996** - Verbuet vum Niqab a vun der Burka am ganzen ëffentleche Raum*
Dépôt: le 04.03.2026 à 18:06
Pétitionnaire: Madame Tatiana Retunskaja

Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) indique craindre que la *demande de pétition publique **3996** - Verbuet vum Niqab a vun der Burka am ganzen ëffentleche Raum* soit incompatible avec la liberté religieuse dans sa formulation actuelle. Elle se demande s'il ne faudrait pas inviter l'auteure à reformuler sa pétition de façon à viser un « *Vermumungsverbuet* » (*interdiction de se couvrir le visage*, en français). Monsieur le Député Marc Goergen (*Piraten*) n'est pas d'avis que la pétition soit discriminatoire. L'utilisation de l'adjectif «

« *islamesch* » (*islamique*, en français) ne peut être à lui seul interprété comme instituant une discrimination. Monsieur le Député Meris Sehovic (*déi gréng*) fait savoir que l'article 532 du Code pénal prévoit déjà un « *Vermumungsverbuet* » dans certains lieux publics. Monsieur le Député Marc Goergen (*Piraten*) précise que cette interdiction est moins étendue au Luxembourg que dans d'autres pays européens. Madame la Députée Barbara Agostino (*DP*) et Monsieur le Député André Bauler (*DP*) estiment qu'il serait plus approprié de demander l'interdiction du port d'un « *Schleier* » (voile, en français) sans ajout d'un qualificatif religieux. Monsieur le Député Paul Galles (*CSV*) précise que les voiles islamiques intégraux sont souvent perçus en Occident comme un symbole de la répression des femmes. Selon lui, l'adjectif religieux est légitime en l'occurrence en raison du lien avec le droit des femmes et du fait que, à sa connaissance, l'Islam est la seule religion au sein de laquelle il existe un voile intégral. Les nonnes, par exemple, portent certes un voile couvrant les cheveux, mais leur visage reste découvert. Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf (*CSV*) regrette toutefois que la pétition ne vise que le voile intégral islamique à l'exclusion des autres formes de couvertures faciales. Madame la Présidente Francine Closener (*LSAP*) rappelle que la pétition vise, en substance, à interdire un symbole religieux dans les endroits accessibles au public. Monsieur le Député Marc Goergen (*Piraten*) estime cependant que le qualificatif religieux est employé comme une description objective dans la pétition, sans connotation péjorative. Monsieur le Député André Bauler (*DP*) est d'avis que l'ensemble des croyances religieuses doivent être traitées de la même façon: si une pétition demandait que soient retirés les crucifixes dans les écoles et les autres lieux publics, serait-elle rejetée par la commission pour discrimination?

Après réflexion, les membres de la Commission considèrent que la demande de pétition publique est recevable.

- *Demande de pétition publique **3998** - Regulation pour une réduction des coûts des fonds de pension privés*
Dépôt: le 05.03.2026 à 12:02
Pétitionnaire: Monsieur Ricardo Alberto Gomez Nieto
- *Demande de pétition publique **3999** - Verbot von Glücksspielautomaten in Cafés Bars Restaurants*
Dépôt: le 05.03.2026 à 12:56
Pétitionnaire: Monsieur Roland Etienne François Schmitz
- *Demande de pétition publique **4001** - Si le salaire minimum augmente, les autres salaires doivent aussi évoluer*
Dépôt: le 06.03.2026 à 02:07
Pétitionnaire: Madame Corine Ferreira Barbosa
- *Demande de pétition publique **4002** - 22 députés pour le Centre, 22 députés pour le Sud*
Dépôt: le 08.03.2026 à 00:18
Pétitionnaire: Monsieur Dorián Félix Ertl
- *Demande de pétition publique **4003** - Introduction d'une base de données ADN nationale pour les chiens afin de lutter contre les déjections canines dans l'espace public au Luxembourg*
Dépôt: le 09.03.2026 à 12:12
Pétitionnaire: Monsieur Philippe Bernard
- *Demande de pétition publique **4004** - Stärkung vum Lëtzebuergeschen als verpflichtend ze féierend Integratiounssprooch zu Lëtzebuerg*
Dépôt: le 12.03.2026
Pétitionnaire: Monsieur David Delvaux

- *Demande de pétition publique **4005** - Classification obligatoire du bruit pour les logements mis en vente ou en location au Luxembourg*
Dépôt: le 13.03.2026
Pétitionnaire: Madame Elena-Ivona Stănică
- *Demande de pétition publique **4008** - De Staat soll Terrain kafen an Tiny Houses fir 500 EUR de Mount verlounen, fir d'Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg ze léisen*
Dépôt: le 16.03.2026
Pétitionnaire: Monsieur Tom Weniger

DEMANDES DE REFORMULATION

La Commission des Pétitions a émis une demande de reformulation à l'égard des six nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique **3978** - Pour la fin de l'utilisation d'animaux à la Schueberfouer - respect du bien-être animal*
Dépôt: le 10.02.2026 à 22:13
Pétitionnaire: Madame Jessica Simões Coelho

Motivation :

Conformément à l'article 165^{ter}, paragraphe 3, points 10° et 11°, la revendication poursuivie par une pétition publique doit être facilement décelable à partir de l'intitulé seul et détaillée dans le texte qui suit (but et la motivation de l'intérêt général de la pétition).

En l'espèce, la pétition fait référence à « l'utilisation d'animaux » à la Schueberfouer. Aux yeux de la Commission des Pétitions, la demande n'est pas claire : en effet, cela fait déjà plusieurs années que les manèges et autres jeux mettant en scène des animaux vivants sont interdits. La Commission se demande dès lors si la pétition vise les visiteurs qui amènent leurs animaux (des chiens, le plus souvent) à la Schueberfouer ou la Hämmelsmarsch, lors de laquelle des moutons défilent à la Schueberfouer.

L'intitulé et le texte de la pétition doivent être reformulés de façon à clarifier la revendication.

- *Demande de pétition publique **3992** - Als antisemitesch unerkennen de Slogan «Vum Floss bis bei d'Mier»*
Dépôt: le 01.03.2026 à 14:16
Pétitionnaire: Madame Tatiana Retunskaja

Motivation :

Laut Artikel 165^{ter}, Paragraf 3, Punkt 10°, musse Petitiounen esou geschriwwe ginn, datt d'Revendicatioun och direkt z'erkennen ass. An dësem Fall ass et awer esou datt d'Demande net genuch präzis ausgeschriwwen ass. Onkloer ass wat mat "als antisemitesch unerkennen" gemengt ass : Soll d'Skandéieren vun deem Slogan eng Strofdot ginn ? Soll d'Chamber eng Resolucioun dozou unhuelen ? Soll d'Regierung eng Stellungnam huelen ?

D'Petitioun ass deemno esou ëmzeformuléieren datt dëst méi kloer gemaach gëtt.

Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) attire l'attention des membres de la Commission des Pétitions sur l'objet sensible de la *demande de pétition publique **3992** - Als antisemitesch unerkennen de Slogan « Vum Floss bis bei d'Mier »*. Elle relève également l'existence d'approches différentes au sein de pays de l'Union européenne : alors que le

tribunal régional de Mannheim a jugé en juin 2024 que la simple utilisation du slogan ne caractérise pas une infraction pénale, le ministère de l'Intérieur de la République tchèque a déclaré en novembre 2023 que l'utilisation du slogan peut être constitutive d'une infraction pénale selon les circonstances. Aux États-Unis, la Chambre des représentants a adopté en 2024 une résolution qui qualifie le slogan d'appel aux armes antisémite. Monsieur le Député Meris Sehovic (déi gréng) estime que la revendication n'est pas suffisamment claire. Il se demande ce que la pétitionnaire entend par « reconnaître comme antisémite ». Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf (CSV) est du même avis. Il émet l'hypothèse qu'il s'agit d'inscrire l'usage du slogan dans le Code pénal, mais cela constitue une première. Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) imagine qu'il s'agit d'autoriser les forces de l'ordre à intervenir lorsque le slogan est scandé ou écrit sur des pancartes lors de manifestations. Monsieur le Député Meris Sehovic (déi gréng) ne voit pas de quelle façon la revendication pourrait s'inscrire dans les compétences de la Chambre des Députés. En outre, il serait difficile d'affirmer que la simple utilisation du slogan soit constitutive d'un appel à la violence. Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) considère que la mise en œuvre du slogan, au sens littéral, n'est pas possible sans mettre fin à Israël. D'ailleurs, un tribunal berlinois a qualifié le slogan de « *Terrorkennzeichen* » en 2025.

- *Demande de pétition publique **3994** - Géint d'Militariséierung, sexuell Gewalt an d'Deportatioun vu Kanner*
Dépôt: le 03.03.2026 à 23:31
Pétitionnaire: Monsieur Gregory Fonseca

Motivation :

Laut Artikel 165ter, Paragraf 3, Punkt 6°, dierfen an enger Petitioun keng falsch Informatiounen, bzw. Informatiounen déi net verifizéiert kënnen ginn, stoen. An dësem Fall stinn an der Petitioun eng ganz Rei Zuelen a Prozenter déi d'Administratioun net konnt verifizéieren. Deemno ass de Petitionär gebieden d'Sourcë vun dësen Donnéeën an der Petitioun unzeginn. An esou engem Fall ass et och besser Wieder wéi "geschätzten" virun den Zuelen ze benotzen.

- *Demande de pétition publique **4000** - Petition für eine faire und gerechte Karriereanpassung in Luxemburg*
Dépôt: le 05.03.2026 à 15:52
Pétitionnaire: Monsieur Fábio Michael Da Silva De Carvalho

Motivation :

Gemäß Artikel 165ter, Absatz 3, Punkt 11°, der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung, muss der Titel umformuliert werden, damit die konkrete Forderung der Petition hervorsticht. Gemäß Punkt 10° des gleichen Textes, müssen das Ziel und die Begründung des allgemeinen Interesses auch umformuliert werden, damit die Forderung präziser erklärt wird. Beim Lesen der Petition versteht man nämlich nicht was genau und konkret gefordert wird und was mit „Karriereanpassung“ gemeint ist. Das heißt die geforderten Maßnahmen müssen ausgeschrieben werden.

- *Demande de pétition publique **4006** - Pour une bibliothèque publique interculturelle et multilingue au Luxembourg*
Dépôt: le 13.03.2026
Pétitionnaire: Madame Suvi Tuulia Pasanen

Motivation :

En vertu de l'article 165ter, paragraphe 3, point 5°, du Règlement de la Chambre des Députés, l'emploi de la forme personnelle et la référence à la situation personnelle ne sont pas permis. Dès lors, il est demandé à la pétitionnaire de supprimer ses noms et fonctions de la motivation de l'intérêt général.

En vertu de l'article 165ter, paragraphe 3, point 8°, du Règlement de la Chambre des Députés, les pétitions qui poursuivent des revendications dont la mise en œuvre ne relève pas des attributions de la Chambre des Députés, ne sont pas recevables. Partant, la pétitionnaire est demandée de supprimer la deuxième phrase du but de la pétition ou bien d'indiquer que la pétition est adressée au Gouvernement et à la Chambre des Députés.

- *Demande de pétition publique **4009** - La durée d'un handicap définit la durée de validité d'une carte y affectée.*

Dépôt: le 16.03.2026

Pétitionnaire: Monsieur Alain Jean Nicolas Ripp

Motivation :

En vertu de l'article 165ter, paragraphe 3, point 14°, du Règlement de la Chambre des Députés, une pétition publique similaire à une autre pétition publique qui a été publiée ou dont le délai de signature est arrivé à échéance au cours des 12 derniers mois, n'est pas recevable. En l'espèce, la Commission des Pétitions note que la demande de pétition porte à la fois sur la vignette bleue permettant aux personnes souffrant d'un handicap de se garer sur les places de stationnement qui leur sont réservées et sur la carte Adapto. Or, il existe déjà une pétition publique portant sur la carte Adapto qui date d'il y a moins de douze mois :

<https://www.petitiounen.lu/lb/petitioun/3667?type=PUB>.

Pour cette raison, le pétitionnaire est prié de reformuler le texte de sa pétition de façon à ne viser que la vignette bleue décrite ci-dessus.

EN SUSPENS

La Commission des Pétitions a décidé de tenir en suspens les deux nouvelles demandes de pétition publique suivantes le temps de conduire des vérifications plus approfondies :

- *Demande de pétition publique **3980** - D'Nationalmusseën an der Stad Lëtzebuerg solle nees gratis ginn.*

Dépôt: le 13.02.2026 à 11:53

Pétitionnaire: Monsieur Cédric Stemper

Motivation :

Et gouf decidéiert dës Ufro zäitweileg en suspens ze loossen domat d'Kommissioun sech bei de Muséeën nom Grond vun dëser Präiserhéijung ëmfroen kann. Soubal eng Äntwert do ass, kënnt d'Petitioun nees an d'Kommissioun.

Zudeem, laut Artikel 165ter, Paragraf 3, Punkt 5°, vum Reglement vun der Chamber, si perséinlech Pronomen an d'Referenz op perséinlech Meenungen oder Erfahrungen net erlaabt. Deemno muss den éischten Deel vum 5. Paragraf vun der Motivatioun vun der Petitioun gestrach ginn. De Petitionär ass gebieden dem Sekretariat Bescheed ze soen falls hien domat net averstanen ass.

- *Demande de pétition publique **3987** - Adem services nemmen fir d Résidenten*

Dépôt: le 23.02.2026 à 10:12

Pétitionnaire: Madame Isabel Homa

Motivation :

Et gouf decidéiert dës Ufro zäitweileg en suspens ze loossen domat d'Kommissioun, mat Hëllef vun der Cellule scientifique, nokucke kann op déi gefrote Moosnam diskriminatoresch wier. Laut Artikel 165ter, Paragraf 3, Punkt 9°, vum Reglement vun

der Chamber, kënnen ëffentlech Petitiounen déi diskriminéierend sinn, net ugeholl ginn.

Wann et sech erausstellt datt déi gefrote Moosnam net onbedéngt diskriminéierend ass, muss den Titel vun der Petitioun ëmformuléiert ginn. Et gëtt proposéiert deen esou ëmzeschreiwen: "Just Residentë solle sech bei der ADEM aschreiwé kënnen".

D'Petitionäerin ass gebieden dem Sekretariat Bescheed ze soen falls si domat net averstanen ass.

Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) fait remarquer que la revendication poursuivie par la *demande de pétition publique 3987 - Adem services nemmen fir d Résidenten* peut être source de discrimination en ce quelle conduirait à une différence de traitement entre résidents et frontaliers. Si tel est le cas, elle devrait être déclarée irrecevable en vertu de l'article 165ter, paragraphe 3, point 9°, du Règlement. Monsieur le Député André Bauler (DP) indique que la pétition va sans doute à l'encontre de la liberté de circulation des personnes au sein de l'Union européenne et du marché unique européen. Monsieur Meris Sehovic (déi gréng) confirme que la revendication est contraire au droit de l'Union européenne. Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf (CSV) nuance l'affirmation : il existe certes une libre circulation des travailleurs, mais pas de « libre de circulation des pauvres », c'est-à-dire une liberté de faire du « tourisme social ». Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) rappelle que la conformité au droit de l'Union européenne n'est pas un critère de recevabilité, contrairement au respect des droits de l'Homme et du principe de non-discrimination.

Il est décidé de demander l'avis informel de la Cellule scientifique afin de vérifier si le caractère discriminatoire de la revendication est avéré ou manifeste, ou si la réponse est plus nuancée à cet égard.

DÉCISIONS DÉFAVORABLES

La Commission des Pétitions a rendu une décision défavorable quant à la recevabilité des quatre nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

- *Demande de pétition publique 3981 - Mandat de dépôt Donald Trump*
Dépôt: le 14.02.2026 à 01:25
Pétitionnaire: Monsieur Luc Fernand Gaston Pazzaglia

Motivation :

La présente demande de pétition publique est, dans son ensemble, particulièrement brève de sorte qu'il n'est pas possible de déceler avec certitude sa revendication.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165ter, paragraphe 3, point 10°, du Règlement de la Chambre des Députés, qui prévoit qu'une pétition publique ne peut pas « être formulée de façon incompréhensible ou excessivement lacunaire ».

- *Demande de pétition publique 3993 - Stop à l'exclusion des familles et propriétaires d'animaux*
Dépôt: le 02.03.2026 à 14:37
Pétitionnaire: Madame Eliana Filipa Fonseca Pereira

Motivation :

La présente demande de pétition publique est jugée similaire, quant à son fond, à la pétition publique **3583** – *Faciliter l'accès au logement pour les locataires ayant un animal de compagnie non catégorisé.*, publiée le 10 octobre 2025 et ouverte à signatures jusqu'au 20 novembre 2025 inclus.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165ter, paragraphe 3, point 14°, du Règlement de la Chambre des Députés, qui prévoit qu'une demande de pétition publique similaire, quant à son fond, à une autre pétition publique qui a été publiée ou dont le délai de signature est arrivé à échéance au cours des douze derniers mois, est irrecevable.

- *Demande de pétition publique **3995** - Pour imposer la suppression du terme « chrétien » du nom du parti politique CSV*
Dépôt: le 04.03.2026 à 12:05
Pétitionnaire: Monsieur Juan Ramon Aviles Alcaraz

Motivation :

La présente demande de pétition publique vise, en substance, à contraindre un parti politique de changer son appellation. Ce faisant, elle est contraire à la liberté de réunion et d'association, telle qu'elle résulte notamment de l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165ter, paragraphe 3, point 9°, du Règlement de la Chambre des Députés, qui prévoit qu'une pétition publique ne peut pas « poursuivre des revendications contraires aux droits de l'Homme, contraires au principe de non-discrimination ou incitant à la haine ».

Monsieur le Député Marc Goergen (Piraten) considère que la *demande de pétition publique **3995** - Pour imposer la suppression du terme « chrétien » du nom du parti politique CSV* poursuit des revendications n'entrant pas dans le champ de compétences de la Chambre des Députés. Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf (CSV) partage cet avis : ce sont les membres du parti politique réunis en congrès qui peuvent voter un changement de nom. Monsieur le Député André Bauler (DP) précise que le choix de l'appellation d'un parti politique fait partie de la liberté d'association garantie par la Constitution et les textes supranationaux. Madame la Présidente Francine Closener (LSAP) considère également que le droit de choisir l'appellation est couvert au titre des libertés politiques.

- *Demande de pétition publique **3997** - Limiter la charge des devoirs à domicile dans l'enseignement fondamental*
Dépôt: le 05.03.2026 à 08:51
Pétitionnaire: Madame Marlene Rodrigues Ventura

Motivation :

La présente demande de pétition publique est jugée similaire, quant à son fond, à la pétition publique **3876** – *Pour un encadrement clair des devoirs scolaires garantissant à la fois le bien-être et le niveau d'enseignement*, publiée le 27 novembre 2025 et ouverte à signatures jusqu'au 7 janvier 2026 inclus.

Partant, la présente demande de pétition publique est irrecevable en raison de l'article 165ter, paragraphe 3, point 14°, du Règlement de la Chambre des Députés, qui prévoit qu'une demande de pétition publique similaire, quant à son fond, à une autre pétition publique qui a été publiée ou dont le délai de signature est arrivé à échéance au cours des douze derniers mois, est irrecevable.

5. Divers

Aucun élément divers n'a été abordé.

*

Procès-verbal approuvé et certifié exact